

## Réponse à la déclaration socio-économique de M. Yves Letreme, Premier Ministre

Monsieur Leterme, dans l'introduction à votre déclaration, vous affirmiez que la crise économique qui frappe aujourd'hui notre pays et l'ensemble des nations occidentales était « la plus grave que le monde ait connu depuis un siècle ».

Cette crise a pour origine un ensemble de lois promulgué aux Etats-Unis par l'ex-Président Clinton. Ces lois permettaient à des milliers de citoyens d'accéder à des crédits immobiliers, alors qu'ils ne remplissaient nullement les conditions garantissant le remboursement desdits crédits. Ces prêts ont été introduits dans des produits financiers considérés comme « sûrs », et acquis par des banques belges et européennes. Mondialisation oblige ! 1 700 milliards d'euros, voilà la facture que laissent, aux Européens, les banquiers et leurs complices politiques pour le prix de leur malhonnêteté. Car il ne s'agit pas d'incompétence, mais de comportement de voleurs, de voyous, d'affameurs des peuples.

La mondialisation est un bienfait pour l'Amérique cosmopolite. Elle est une catastrophe pour les peuples d'Europe. Elle est un crime contre nos entre-preneurs, nos ouvriers, nos fonctionnaires, nos paysans.

Vous affirmez, Monsieur le Premier Ministre, souhaiter « poursuivre l'assainissement des finances publiques et renforcer notre modèle socio-économique ». Vous parlez également de « la nécessité d'une politique dynamique »... Bravo. Mais en avez-vous les moyens ?

Vous vous lamentez sur l'augmentation des prix internationaux des produits pétroliers, des prix de l'alimentation qui ont mené – avouez-vous – à « une accélération drastique de l'inflation ».

Peut-être pourriez-vous réduire les taxes qui grèvent lourdement la facture de mazout de chauffage ou d'essence ? Quant aux produits alimentaires, ne pourrions-nous pas cultiver nos sols et nos champs, plutôt que d'acheter du maïs transgénique aux U.S.A. ? Ne serait-il pas temps de relocaliser la production agricole ?

La crise actuelle consacre la fin du mythe de la croissance ininterrompue, du progrès exponentiel. Vieux mythe gauchiste, que relayent aujourd'hui les théoriciens du capitalisme transnational. Voici venu le temps de la décroissance.

Vous reconnaissez aussi que le pouvoir d'achat des ménages est affecté. Vous n'avez pas découvert ce fait. Je crois entendre votre prédécesseur, M. Verhofstadt, qui, voici quatre ans déjà, sanglotait à l'énoncé de cette vérité première : le pouvoir d'achat s'érode. Et tout comme lui, vous affirmez prendre des mesures afin de relancer la consommation, de mettre davantage de chômeurs au travail, de réduire la fiscalité, de lutter contre la pauvreté...

Pouvais-je le croire ? Puis-je vous croire ? D'autant plus que de nombreux analystes économiques prévoient une augmentation du chômage. Des secteurs sont déjà touchés, comme celui de l'immobilier, de l'automobile, des banques. Et ce n'est pas, la croissance qui était prévue à 1,2% et qui est passée à 0,2% qui va permettre la réalisation de vos déclarations.

Pour mettre un plus grand nombre de personnes au travail, il faut leur offrir un salaire décent, leur permettant de vivre des fruits de leur labeur, de leur créativité. Ils ne peuvent se satisfaire d'un emploi précaire, qui ne change rien à leur détresse, à la misère de leur existence. Et ils ne peuvent être matraqués par les impôts qui frappent ceux qui travaillent – et n'ont guère d'autres revenus.

Vous nous parlez de *titres-services*, d'*emplois-étudiants*, de mesures destinées aux travailleurs d'un certain âge... et bien sûr – discrimination positive et racisme antieuropéen obligent – de mesures destinées « à des personnes d'origine étrangère ». Mais la politique économique qui sied à un pays tel que le nôtre, à cette Europe impériale, sociale et généreuse dont rêve le Front National, ce n'est pas la distribution épisodique de cadeaux *Bonux* ! Il importe de s'occuper en priorité de l'immense majorité de la population active. Assez de bricolage et de poudre aux yeux : le Front National exige une véritable politique de l'emploi, basée sur la compétence et la motivation.

Quant aux réductions des charges frappant les petites entreprises, il n'y a là, également, rien de nouveau. Ni de concret. Idem en ce qui concerne la simplification administrative.

Vous souhaitez réduire le nombre de faillites des P.M.E. Cela n'est possible qu'en protégeant l'espace économique européen. Réduire les faillites, relancer l'économie et l'emploi, assurer le bien-être matériel de nos populations implique une nécessité première : la rupture du schéma mondialiste, l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des USA.

Vous êtes un homme d'une sincérité totale, M. Leterme : après avoir reconnu une accélération de l'inflation, une permanence du chômage, une érosion du pouvoir d'achat, voilà que vous nous dites que « les pensions belges sont basses ». Et vous précisez que si « les pensions bénéficient de l'indexation automatique, elles ne suivent pas l'évolution des salaires réels ». Pour revaloriser les pensions, il me paraît indispensable de réaliser d'authentiques économies. Peut-être pourrait-on utiliser l'argent dépensé en Afghanistan, au Kosovo et au Liban pour assurer un avenir décent à ceux qui, leur vie durant, ont travaillé à la prospérité de la Belgique ? En Afghanistan, les Belges jouent les harkis de l'armée américaine. Au Kosovo, ils sont les complices des mafias musulmanes locales. Au Liban, ils sont coincés entre le terrorisme du Hesbollah et le terrorisme d'Etat de l'entité sioniste. Cette intervention belge à l'étranger, qui trahit notre totale soumission à la machine de guerre yankee, est dangereuse. Elle coûte cher à notre peuple. Je vous propose d'employer cet argent pour augmenter le montant des pensions.

Je ne doute pas que vous désiriez préserver les soins de santé. Mais vos propositions ne sont guère crédibles. Ignorez-vous que plusieurs études indiquent que de nombreuses personnes qui bénéficient d'un emploi à temps plein boudent médecins, oculistes et dentistes ? Parce que leur salaire ne leur permet pas de se faire soigner ! Que dire alors des allocataires sociaux ? Vos « mesurette » sont peu crédibles !

Vous terminez votre déclaration par une intention fort louable : inciter nos concitoyens à réaliser des économies d'énergie. J'y perçois un écho des leitmotifs de M. Verhofstadt.

Il en est de même en ce qui concerne votre mot ultime : la lutte contre la fraude fiscale. Tarte à la crème des gouvernements successifs, qu'ils soient socialistes, libéraux ou démocrates-chrétiens

Monsieur Leterme, votre discours est bourré de bonnes intentions, auxquelles se mêlent les poncifs du politicien qui se veut à la fois social et libéral.

Mais votre discours est l'aveu de faillite d'un système dont vous êtes le gérant éphémère.

Je ne puis vous soutenir. Je ne puis vous accorder ma confiance.